

Dépenses de santé au titre des soins primaires

L'efficacité des soins de santé primaires est la pierre angulaire d'un système de santé efficace, centré sur la personne et équitable. Le renforcement des soins primaires est considéré comme un moyen efficace d'améliorer la coordination des soins et les résultats sur le plan de la santé et de réduire les dépenses inutiles, en limitant les hospitalisations inutiles et les coûts associés dans les hôpitaux et les autres parties du système de santé. En outre, la pandémie de COVID-19 a montré l'importance cruciale de disposer de services robustes de soins primaires de proximité pour favoriser la résilience des systèmes de santé face aux crises sanitaires. Cependant, dans de nombreux pays de l'OCDE, les possibilités du secteur des soins primaires ne sont pas encore pleinement exploitées (OCDE, 2020^[1]).

En 2021, les soins de santé primaires représentaient 13 % des dépenses de santé en moyenne dans les pays de l'OCDE, allant de 10 % ou moins en Autriche, au Luxembourg, aux Pays-Bas et en Suisse à près de 20 % en Slovaquie et en Estonie (Graphique 7.17). Par rapport à 2019, cette proportion est restée inchangée, ce qui donne à penser que les dépenses de soins primaires ont augmenté au même rythme que les dépenses de santé globales pendant la pandémie de COVID-19.

Concernant leur composition, la moitié des dépenses de soins primaires dans les pays de l'OCDE concernent les services de soins ambulatoires généraux, un tiers supplémentaire étant alloué aux soins dentaires. Les services de prévention ainsi que les visites à domicile de médecins généralistes ou de personnels infirmiers représentent une proportion plus faible des dépenses de soins primaires, même s'il est souvent difficile de faire la distinction entre les services liés aux activités de prévention et les consultations ambulatoires générales. La part des soins ambulatoires généraux prodigués par les prestataires de soins ambulatoires était particulièrement élevée au Costa Rica, en Pologne et au Mexique, où elle a atteint 13 % du total des dépenses de santé. En Allemagne, en Autriche, en France, au Luxembourg et en Suisse, les dépenses allouées aux soins ambulatoires généraux sont globalement beaucoup plus faibles, représentant 4 % ou moins des dépenses de santé.

En Lituanie et en Estonie, les soins primaires représentent une part importante des dépenses globales de santé, ce qui peut s'expliquer par les dépenses allouées aux soins dentaires. Dans les deux pays, les soins dentaires représentent plus de 8 % du budget total de la santé, soit près du double de la moyenne de l'OCDE. À titre de comparaison, les dépenses allouées aux soins dentaires ne représentent qu'environ 3 % des dépenses totales de santé au Mexique, au Royaume-Uni, au Costa Rica et aux Pays-Bas.

Les dépenses totales consacrées à la prévention (c'est-à-dire aux services fournis par les prestataires de soins ambulatoires et autres) ont sensiblement augmenté dans l'ensemble des pays de l'OCDE avec la crise du COVID-19 (voir l'indicateur « Dépenses de santé par type de service »). En pourcentage des dépenses totales de santé, les dépenses de prévention ont doublé depuis 2019 en moyenne dans les pays de l'OCDE (Graphique 7.18), pour s'établir à plus de 5 % en 2021. Les dépenses de prévention ont augmenté de plus de 6 points de pourcentage en Autriche, au Danemark, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni, sous l'effet d'investissements considérables dans des mesures de santé publique visant à lutter contre la propagation de la pandémie de COVID-19.

Une augmentation des dépenses de prévention pourrait être bienvenue, mais la croissance des dépenses en 2021 est attribuée en grande partie à des mesures d'urgence limitées dans le temps en lien avec la gestion du COVID-19, comme le dépistage, la surveillance et les campagnes de vaccination, plutôt qu'à des investissements prévus à long terme dans la santé de la population. Au Royaume-Uni, par exemple, la progression des dépenses de prévention est due aux 15 milliards GBP alloués au programme du NHS de dépistage et de

suivi du COVID-19 (*NHS Test and Trace*). Selon les analyses de l'OCDE, des dépenses supplémentaires en soins préventifs sont nécessaires pour renforcer la résilience des systèmes de santé des pays et améliorer leur réactivité face aux pandémies et à d'autres menaces en constante évolution (OCDE, 2023^[2]).

Définition et comparabilité

Les comparaisons internationales des dépenses consacrées aux soins de santé primaires faisaient jusqu'à présent cruellement défaut en raison à la fois de l'absence d'une définition communément acceptée et d'un cadre approprié de collecte de données. En collaboration avec des experts en données et des experts cliniciens ainsi que des partenaires internationaux, l'OCDE a défini un cadre méthodologique visant à estimer les dépenses en matière de soins de santé primaires (Mueller and Morgan, 2018^[3]).

Les estimations sont basées sur les données soumises à l'aide du cadre du *Système de comptes de la santé 2011*. Les fonctions suivantes sont d'abord recensées comme des services de soins de base : les soins curatifs généraux en ambulatoire (p. ex. les visites de routine chez un médecin généraliste ou une infirmière pour des soins aigus ou chroniques) ; les soins curatifs dentaires en ambulatoire (p. ex. les visites de contrôle régulières et les traitements bucco-dentaires plus complexes) ; les soins curatifs à domicile désignent essentiellement les visites à domicile des médecins généralistes ou des personnels infirmiers ; les services de soins préventifs (p. ex. la vaccination ou les bilans de santé).

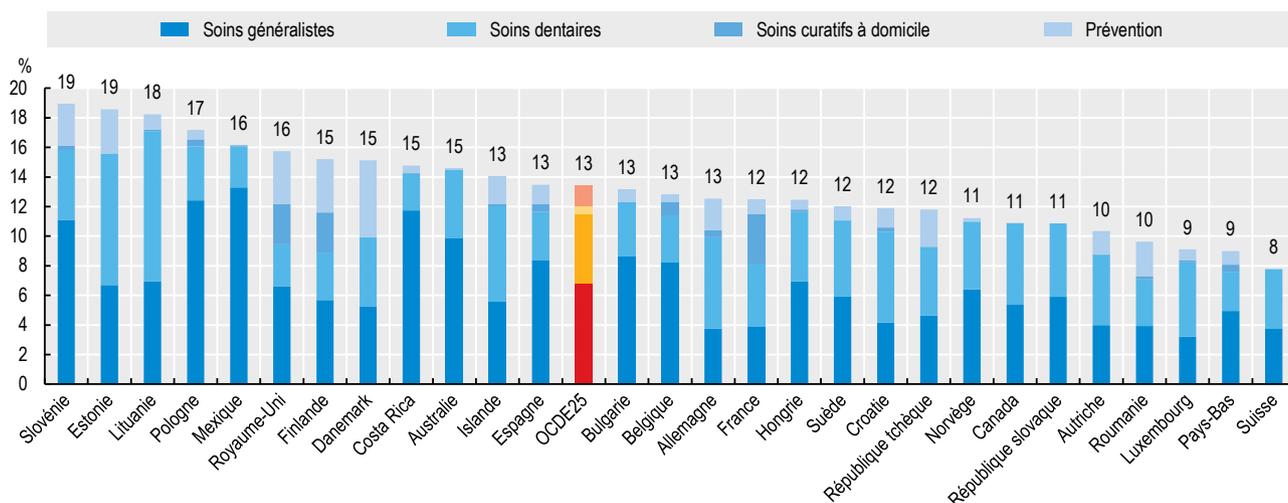
Lorsque les services de soins de base sont prodigués par des prestataires de soins de santé ambulatoires tels que des médecins, des dentistes, des centres de soins de santé ambulatoires et des prestataires de services de soins à domicile, cela peut être considéré comme une mesure de remplacement des soins de santé primaires. Il convient de souligner que cette mesure de substitution est une approche simplifiée visant à opérationnaliser un concept multidimensionnel complexe.

La comparabilité de cet indicateur reste limitée et dépend de la capacité des pays et des méthodes qu'ils utilisent à faire la distinction entre les services ambulatoires généraux et les services spécialisés.

Références

- Mueller, M. and D. Morgan (2018), "Deriving preliminary estimates of primary care spending under the SHA 2011 framework", OCDE, Paris, <http://www.oecd.org/health/health-systems/Preliminary-Estimates-of-Primary-Care-Spending-under-SHA-2011-Framework.pdf>. [3]
- OCDE (2023), *Ready for the Next Crisis? Investing in Health System Resilience*, Études de l'OCDE sur les politiques de santé, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/1e53cf80-en>. [2]
- OCDE (2020), *Realising the Potential of Primary Health Care*, Études de l'OCDE sur les politiques de santé, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/a92adee4-en>. [1]

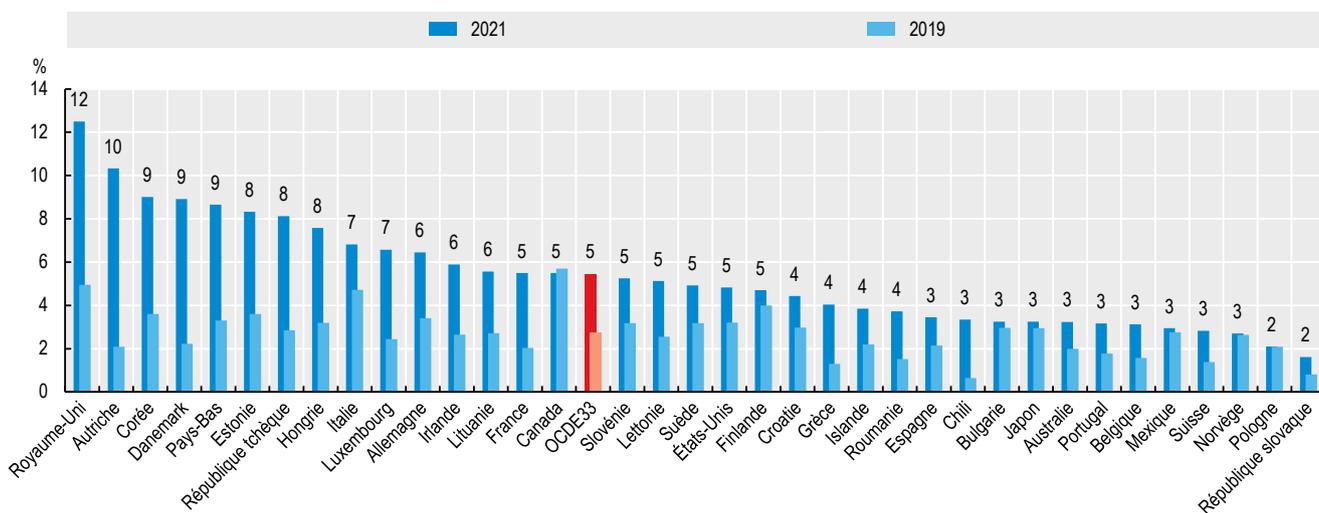
Graphique 7.17. Part des dépenses de santé courantes allouée aux soins primaires, 2021 (ou année la plus proche)



Source : Statistiques de l'OCDE sur la santé 2023.

StatLink  <https://stat.link/g07a3f>

Graphique 7.18 Part des dépenses de santé courantes allouée à la prévention, 2019 et 2021 (ou année la plus proche)



Source : Statistiques de l'OCDE sur la santé 2023.

StatLink  <https://stat.link/5vyozf>



Extrait de :
Health at a Glance 2023
OECD Indicators

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/7a7afb35-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2023), « Dépenses de santé au titre des soins primaires », dans *Health at a Glance 2023 : OECD Indicators*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/b522ca13-fr>

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.